

**“ L’engagement pour le suffrage féminin en Guadeloupe
au début du XXe siècle”, dans Pratiques de
l’engagement
Clara Palmiste**

► **To cite this version:**

Clara Palmiste. “ L’engagement pour le suffrage féminin en Guadeloupe au début du XXe siècle”, dans Pratiques de l’engagement. 2010. hal-02527182

HAL Id: hal-02527182

<https://hal.univ-antilles.fr/hal-02527182>

Submitted on 16 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Clara PALMISTE, « L'engagement pour le suffrage féminin en Guadeloupe au début du XXe siècle », dans Pratiques de l'engagement, Gaiac, Revue de l'IUFM de Martinique, n°2, déc. 2010, p. 72-81.

L'histoire des mouvements féminins aux Antilles françaises et leur lutte pour le droit de vote restent un domaine encore à explorer. Si certains travaux ont mis en lumière la condition des femmes esclaves¹, ils ont accordé en revanche moins d'importance à la situation des femmes guadeloupéennes dans la société post-esclavagiste². A l'inverse de la Caraïbe anglophone, les études centrées sur l'histoire des femmes et sur le genre peinent à émerger dans la Caraïbe francophone. L'investissement des femmes dans la sphère publique et la mobilisation d'un groupe de femmes guadeloupéennes pour l'obtention du suffrage féminin fut une réalité dès les premières décennies du XXe siècle. En effet, les récentes études³ ont montré qu'un petit nombre de femmes, issu des classes moyennes, ont porté au-devant de la scène publique leurs revendications d'émancipation et dénoncé le sort des femmes antillaises. Dans leurs plaidoyers, certaines ont consciemment adapté leurs discours pour convaincre les hommes, en utilisant la métaphore de l'esclavage. D'autres ont tenté de rassurer la société que les changements à venir n'allaient en rien bouleverser l'ordre établi. Cet article se propose d'examiner les circonstances de cet engagement à une époque où la société était hostile à l'idée d'égalité politique entre hommes et femmes. Le journal, *l'Echo de Pointe-à-Pitre*, fondé en 1918, fut leur porte-voix et l'un des instruments privilégiés pour dénoncer l'assujettissement des femmes.

Qu'est-ce qui a amené ces femmes à s'engager dans cette cause ? Quels sont les facteurs qui leur ont permis de prendre conscience de l'injustice sociale et politique dont elles étaient victimes ? Dans un premier temps, le contexte social, économique et politique est à dégager, afin de souligner les interactions entre l'engagement de ces femmes et la société dans laquelle elles évoluaient. Si la conquête des droits politiques n'a pas suscité une adhésion massive au début du XXe siècle, les femmes se sont investies très tôt dans les œuvres de bienfaisance et de secours mutuel, ce qui leur a permis d'acquérir une certaine visibilité dans la sphère publique. Il existe vraisemblablement un lien entre les réseaux sociaux créés à partir de ces associations et les organisations féminines politisées, rattachées au parti socialiste⁴. Nous verrons, en second lieu, comment ces femmes concevaient leur engagement, à travers les articles publiés dans *l'Echo de Pointe-à-Pitre*, ainsi que les différentes formes de cet engagement. Il serait intéressant de comprendre l'articulation entre l'engagement individuel et le contexte plus général d'une action collective. Il n'est cependant pas possible dans l'état de nos recherches d'approfondir l'aspect individuel de cet engagement, en retraçant par exemple le parcours individuel de ces femmes. L'engagement féministe a toujours été une démarche plus ou moins minoritaire dans le rang des femmes, notamment dans la période considérée, et les femmes ont entretenu des rapports différents avec ce type d'engagement.

¹ Arlette GAUTIER, *Les sœurs de Solitude. La condition féminine dans l'esclavage aux Antilles du XVIIe au XIXe siècle*, Paris, Editions Caribéennes, 1985.

² Notons cependant quelques travaux, entre autres, ceux de Arlette GAUTIER, « Femmes et colonialisme », dans *Le livre noir du colonialisme, XVIe-XXIe siècle : de l'extermination à la repentance*, Marc FERR0 (dir.), Robert Laffont, Paris 2003, p. 569-607 ; Myriam COTTIAS, « Gender and citizenship in French West Indies, 1848-1945 », *Slavery and abolition*, 26, 1995, p. 231-243.

³ Clara PALMISTE, « L'utilisation de la mémoire de l'esclavage dans les revendications des féministes Guadeloupéennes (1918-1921) », dans *Colonialismes, Revue Sextant*, n°25, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, 2008. Clara PALMISTE, « Des sociétés féminines de secours mutuel aux premières organisations féminines politisées en Guadeloupe et en Martinique au début du XXe siècle », dans *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, N°154, septembre-décembre 2009, p. 79-92.

⁴ Opus. Cit., Clara PALMISTE, « Des sociétés féminines de secours mutuel ... ».

I. Contexte de la prise de conscience

L'engagement implique une prise de conscience. Qu'est-ce qui a amené ce groupe de femmes guadeloupéennes à prendre conscience de leur condition ? Plusieurs facteurs ont entraîné la prise de conscience des femmes de leur exclusion de la sphère politique : leur instruction, l'influence des féministes françaises, leur timide intégration dans les partis politiques, le contexte de la Première Guerre mondiale, etc.

L'instruction a été la brèche qui a permis aux femmes de sortir de leur isolement. Au début, il s'agissait d'instruire les filles en conformité avec le rôle qu'elles allaient occuper dans la société, celui de bonnes mères et d'épouses soumises. En dépit des difficultés d'organisation de l'enseignement public, les progrès dans l'instruction des filles furent notables au début du siècle. Malgré la gratuité de l'enseignement primaire, son accès était encore limité dans les campagnes.

Comme l'indiquent les statistiques de l'instruction publique aux colonies (1907-1908), le taux d'enfants scolarisés sur la population globale était faible : (8% en Guadeloupe)⁵. Dans la décennie suivante, cette situation n'évolua guère. Gaston Geze dressa un tableau alarmant de l'instruction publique en Guadeloupe : « Le service de l'enseignement est lamentable. Un seul lycée, existe à Pointe-à-Pitre, son personnel très médiocre, est surmené : aussi le niveau de l'instruction secondaire est très bas. Les habitants ayant quelque culture intellectuelle sont extrêmement rares [...] Quant à l'enseignement primaire, le service est dans un état épouvantable. Les écoles y sont rares, mal installées ; le personnel est, en général au dessous de sa tâche, car il n'y a pas d'école normale d'instituteurs. Il n'y a ni distributions de livres et de cahiers, ni cantines, ni caisses des écoles. Faute de place, des milliers d'enfants se voient refuser l'entrée de l'école primaire et sont ainsi rejetés à la rue. [...] Le nombre des illettrés est très considérable.»⁶

Il existait également de fortes disparités dans l'accès à l'enseignement secondaire, car il était payant. Les jeunes filles fréquentant les établissements secondaires appartenaient en majorité à des familles aisées. L'enseignement secondaire était dispensé au Pensionnat de Versailles et dans ses succursales à Pointe-à-Pitre, le Moule, Port-Louis et Grand Bourg de Marie Galante. Etablissement laïc d'enseignement secondaire, le Cours Michelet, fut créé en 1895 pour préparer les jeunes filles au brevet de capacité coloniale et à tous les examens de l'enseignement primaire⁷.

La laïcisation des écoles de filles donna lieu en Guadeloupe à un véritable affrontement entre le parti socialiste et le pouvoir religieux. Ainsi, entre 1903 et 1906, *L'Emancipation* consacra de nombreux articles à la femme, l'école et à la laïcité. Comme l'illustre l'un de ses articles : « [...] Nos jeunes filles sont emprisonnées, pour ainsi dire au berceau, du venin clérical qui doit agir, toute la vie durant sur leur cerveau et leur imagination terrifiée [...] »⁸, ce journal s'attachait à montrer l'emprise de l'Eglise et son influence sur la conscience féminine.

Les socialistes entendaient faire des institutrices les actrices principales de leur programme d'émancipation et d'éducation de la masse. Ainsi annonçaient-ils : « Du reste, c'est rentrer sous la loi de la plus immanente justice que d'employer nos filles brevetées. Ne sont-elles pas aussi aptes et même plus aptes encore que les sœurs de Saint-Joseph à former les intelligences ? [...] Elles n'oublieront point, espérons-le, tout le préjudice que les Angélus et les Salve Regina ont

⁵ Archives Nationales d'Outre-mer. Généralités, carton 245, dossier 1724. Ministère de l'instruction publique. Direction de l'enseignement primaire. Statistiques de l'instruction publique aux colonies (année 1907-1908).

⁶ Archives Nationales d'Outre-mer. Guadeloupe, carton 238, dossier 1450 : Situation économique et morale de Guadeloupe, 1920.

⁷ Archives Nationales d'Outre-mer. *L'adaptation de l'enseignement dans les colonies*. Rapports et compte-rendu du congrès international de l'enseignement dans les colonies et les pays d'outre-mer, 25-27 septembre 1931, Paris, 1932, p. 66.

⁸ Archives Départementales de la Guadeloupe. *L'Emancipation*. Vendredi 20 mars 1903. La laïcisation des écoles de filles, des hospices et des hôpitaux.

causé à l'avancement de la femme : leur méthode sera indépendante de toute confession religieuse. Elles inspireront leurs élèves des vertus indispensables à une démocratie comme la notre [...]»⁹. Leur mission consistait à régénérer la société : « [...] c'est de votre enseignement que dépend notre avenir social et domestique, l'harmonie dans la famille, la paix, le bonheur dans l'humanité régénérée, affranchie de la misère, délivrées de l'ignorance et marchant à la puissance alliée à la justice et à la bonté »¹⁰.

La bataille pour la laïcisation des écoles de filles entraîna dans les rangs socialistes une réflexion sur le rôle de la femme dans leur projet de réforme sociale. Nonobstant, les fonctions assignées aux femmes par le mouvement restaient dans les limites d'une identité féminine traditionnelle. Les femmes ont profité de cet espace pour fonder des associations, qui, pour la plupart, prônaient des valeurs de philanthropie et de progrès social, dans une démarche égalitariste : la *Société des Vraies Filles de Schœlcher*, les *Vraies Filles de l'Espérance*, les *Vraies Filles de l'Avenir*, la *Société des Filles de la Victoire*, le *Groupe des Femmes Socialiste*. Le terrain était déjà préparé, car les sociétés féminines d'assistance ont existé dès la fin du XIXe siècle : la *Rose Blanche* (1875), la *Mutuelle des ménagères*, les *Roses* (ou *Fleurs*) *fanées* (1884), les *Dames de Saint-Louis*, le *Sou des Dames* (1905). Elles ne formulaient pas de revendications concernant le suffrage, mais leurs dirigeantes côtoyaient le milieu politique.

Parmi les facteurs à considérer dans l'éveil de l'engagement féministe dans la sphère publique, la Première Guerre mondiale provoqua un certain bouleversement dans l'ordre familial et social. Face aux discours sur l'infériorité physique, intellectuelle et morale des femmes, l'expérience de la Première Guerre mondiale fut décisive. Environ 52 000 soldats en provenance des colonies françaises furent incorporés dans les armées de la République, dont plus de la moitié trouva la mort au combat¹¹. Avec la mobilisation des hommes sur le front, les femmes ont assumé les responsabilités familiales, ont occupé de nouvelles professions et ont pris conscience de leurs capacités. La société se rendit compte qu'elles étaient aptes à effectuer des travaux considérés jusque-là comme typiquement masculins. A la fin de la guerre, les femmes espéraient une reconnaissance sociale en récompense pour leur dévouement. La situation allait cependant revenir à la normale. Le discours dominant les incitait à regagner leur foyer. Cette guerre a mis en évidence le patriotisme des femmes et l'arbitraire des lois leur refusant l'égalité politique.

L'influence des Françaises de l'Hexagone permit aux femmes de l'*Echo* de mûrir leur engagement. Les références utilisées dans leurs écrits révèlent que ces femmes étaient en contact avec des féministes françaises, telles Monette Thomas, Henriette Sauret et Louise Bodin, qu'elles désignaient comme leurs collaboratrices. Elles recevaient des journaux tels que *La voix des femmes* et les *Annales*. Elles étaient également au courant des avancées opérées dans la condition des femmes américaines, anglaises, canadiennes, australiennes, et portaient une attention particulière aux votes des projets de lois accordant aux femmes françaises le vote et l'éligibilité.

II. Comment concevaient-elles cet engagement ?

Ces facteurs ont certes favorisé l'émergence d'une conscience féministe, mais l'engagement de ces femmes serait passé inaperçu, sans la diffusion de leurs idées à travers la presse. Cette dernière permit à une catégorie de la population restée longtemps silencieuse de prendre la parole et d'atteindre un plus large public. Elles en avaient conscience, puisqu'elles affirmaient : « Nous estimons d'une part que dans une démocratie bien organisée, la presse ne doit pas être

⁹ *L'Emancipation*. Vendredi 28 juin 1903. N°70. p. 3 Education et enseignement.

¹⁰ *L'Emancipation*. Vendredi 17 juillet 1903. N° 73. p. 3 La femme. Son passé, son présent, son avenir.

¹¹ Lucien René ABENON, *Petite histoire de la Guadeloupe*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 170.

considérée par ceux qui la détiennent comme un patrimoine personnel. Elle doit être une arme de combat pour affirmer un principe, une idée et servir au citoyen à défendre ses droits méconnus en éclairant en même temps l'opinion publique [...]»¹². La liste¹³ des souscripteurs n'ayant pas payé leur abonnement indique que ces derniers appartenaient à la classe moyenne. Entre 1918 et 1919, 900 exemplaires de *l'Echo de Pointe-à-Pitre* furent distribués. Certes, *l'Echo* ne rivalisait pas avec le plus important quotidien de l'époque, le *Nouvelliste*, mais sa publication les 10, 20 et 30 de chaque mois, et sa distribution par le biais d'abonnement à Pointe-à-Pitre et dans les communes, lui assurait une certaine audience en Grande-Terre. A ses débuts, le comité de *l'Echo de Pointe-à-Pitre* était formé de deux femmes -Dame Philipe Paraclès et Suzanne Galle- et de deux hommes -Saint-Victor's et Sully Pineau, gérant et secrétaire du comité¹⁴. La gestion du journal fut confiée par la suite à Dame André Nudil, puis à J. Liberval.

Dès le premier numéro, le comité de *l'Echo* affirmait son objectif, tout en maintenant une certaine neutralité politique et religieuse, afin de rallier le plus grand nombre à sa cause : « *L'Echo de Pointe-à-Pitre* que nous publions aujourd'hui pour succéder à *Pointe-à-Pitre* disparu, a pour but de servir toutes les causes justes et honnêtes. Absolument désintéressé et indépendant, il n'a pas d'opinion politique ou religieuse parce qu'il est le journal pour tous. Mais il défendra les faibles contre les forts et ceux qui souffrent d'injustices¹⁵ ». Malgré l'apparente neutralité politique de *l'Echo*, sa proximité avec les socialistes, notamment par le biais de son propriétaire, Gaston Erlace, est à souligner. Ce dernier fut délégué de la société *Le Sou des dames*, secrétaire du *Sou des ménagères* et, en 1912, il fut désigné assesseur de la Fédération mutualiste de la Guadeloupe¹⁶. Il apparaît dans un procès-verbal de la dite Fédération que Gaston Erlace exerçait en tant que secrétaire du commissariat de police de Pointe-à-Pitre¹⁷. Il s'était préalablement investi dans la publication du journal *Pointe-à-Pitre, organe des Dames de la colonie* (1911-1912)¹⁸. D'autre part, deux autres journaux firent échos aux revendications de *l'Echo de Pointe-à-Pitre* et appartenaient à la famille Lara. Le socialiste Adolphe Lara, fondateur du *Nouvelliste*, publia des articles en faveur du vote des femmes¹⁹. Quant au radical socialiste, Augereau Lara, la création de son journal, *l'Action*, fut saluée par *l'Echo* qui lui accorda une colonne dans laquelle ce dernier invitait les femmes à prêter leur concours à la propagande féminine²⁰.

Les collaboratrices de *l'Echo* affichaient leur détermination, face aux obstacles qui se dresseraient sur leur chemin et dont elles avaient conscience: « Fondé par un groupe de dames et de jeunes gens de la ville, ayant chacun sa liberté de penser et d'écrire pour la variété des articles, imbus de justice sociale, notre groupement entend suivre droit son chemin sans s'arrêter aux criaileries, aux critiques, ni aux dénigrement des adversaires de l'idée qu'il vient répandre dans le pays, lesquels adversaires ne manqueront pas de chercher à le dévier de la route à parcourir... ».²¹

¹² Archives Départementales de la Guadeloupe. *L'Echo de Pointe-à-Pitre*. Mercredi 30 octobre 1918, n°1.

¹³ Deux listes incomplètes ont été publiées dans *l'Echo* en 1919 (14^e et 19^e édition) et comprenaient le nom de: « Mademoiselle Berthe Daniel, institutrice libre, M. Valentin Tressot, charpentier, Madame Léonel Mathurin, cultivatrice, M. Monesse, instituteur aux Trois-Rivières, Beaubrun, Alix, Anténor et le secrétaire municipal Humeau».

¹⁴ Ibid., n°1.

¹⁵ *L'Echo de Pointe-à-Pitre*. Mercredi 30 octobre 1918, n°1.

¹⁶ Archives Départementales de la Guadeloupe. Procès-verbal de l'assemblée générale. Compte rendu moral et financier de l'exercice 1911-1912. FM 185.

¹⁷ Ibid. Membres du comité de la Fédération pour l'exercice 1912-1913. FMC 185.

¹⁸ Bibliothèque Nationale de France, *Pointe-à-Pitre*. Journal indépendant.

¹⁹ Archives Départementales de la Guadeloupe. *Le Nouvelliste*, 25 janvier 1918, « Le vote des femmes » ; mercredi 30 avril 1918, « Le suffrage de la femme » ; mardi 16 juillet 1918, « La femme nouvelle » ; lundi 22 juillet 1918, « Le droit de vote pour les femmes » ; 26 novembre 1918, « Le suffrage des femmes », etc.

²⁰ *L'Echo de Pointe-à-Pitre*, année 1919, septième édition.

²¹ Ibid., n°1.

Si au début leur position était plutôt modérée, les incessantes attaques de leurs détracteurs, les obligèrent très vite à prendre position : « Au point où nous sommes parvenus, il ne sera pas superflu, en imprimant au journal une nouvelle orientation par son entrée dans la politique militante²² ». Cet engagement, selon elles, devait être collectif : « [...] Il est donc indispensable de vous organiser à l'instar de l'homme pour pouvoir étudier en commun les questions qui vous intéressent et commencer votre éducation politique. Pour que cette éducation ait lieu, il faut utiliser efficacement vos forces, mêler à toutes les manifestations de la vie sociale, politique et économique, créer des comités politiques et des sociétés féminines. Il faut que vous preniez l'habitude d'assister fréquemment aux assemblées délibérantes du conseil municipal où vous puiseriez l'instruction nécessaire pour devenir de bonnes citoyennes, sachant comprendre le suffrage universel qui était une arme entre les mains de nos pères de 48 et de 89 et qui leur ont permis d'obtenir leur libération définitive »²³. Pour les femmes de *L'Echo*, les changements dans la condition des femmes, de même que le progrès social et la paix passaient irrémédiablement par l'obtention du suffrage et leur entrée en politique.

Leur engagement ne se limitait pas seulement à dénoncer les injustices à travers la presse, elles étaient actives sur le terrain. Elles avaient conscience que leur force dépendait de leur unité et que leurs jugements pouvaient peser dans le choix des candidats aux élections, même si elles ne jouissaient pas du droit de vote. Ainsi, à l'approche des élections législatives de novembre 1919, elles allèrent jusque dans les campagnes sensibiliser la population : « Aussi, nous avons été dans l'obligation de commencer un peu partout, et surtout dans les campagnes, notre propagande électorale qui consiste pour le moment à faire l'éducation civique de la masse, à lui faire connaître les qualités qui doivent l'attirer chez un homme politique et les défauts qui doivent l'en éloigner. Ceux que nous approchons nous comprennent : ils attendent impatiemment l'heure où tomberont de nos lèvres les noms de ceux pour lesquels ils devront combattre... »²⁴.

Quelles furent les différentes formes de cet engagement ?

Suzanne Gall, qui avait préalablement collaboré à *Pointe-à-Pitre*, devint le plus fervent défenseur du féminisme. Dans un article, intitulé « Pour les antiféministes »²⁵, elle fustigeait les adversaires du féminisme, jugeant la femme antillaise parfaitement capable d'assumer ses devoirs d'épouses, de mères, de filles et de sœurs et ceux de citoyenne. Elle les encourageait à l'action : « quant aux femmes qui resteront en arrière, soit par timidité, indifférence ou faux respect personnel, il faudrait leur donner l'élan pour qu'elles deviennent les plus chauds partisans du Féminisme ». Dans un article adressé à Nestor Machiavel, contraire au suffrage féminin, elle affirmait : « [...] Donc le vote des femmes est le pas décisif vers son affranchissement et c'est le vote qu'il leur faut, quand le dernier des imbéciles... M. Nestor, parmi les hommes, a son bulletin de vote, alors que d'éminentes femmes n'en ont pas »²⁶. Dame Paraclès lui emboîtait le pas, dénonçant le comportement de certains hommes infidèles, intéressés et violents, et accueillant avec enthousiasme le vote du projet de loi à l'Assemblée des députés, accordant le vote et l'éligibilité aux femmes en 1919 : « Citoyennes ! Nous n'avons pas une minute à perdre. L'heure de notre réveil est arrivée, nous avons à sonner le ralliement ! Organisons-nous, pour que nous fassions aussitôt la signature de la paix, nos premiers pas en avant. De multiples élections se préparent dans la colonie auxquelles nous aurons à y prendre part, comme conseillers municipaux, et comme conseillers généraux. Nous aurons donc des mandataires à choisir parmi nous pour les envoyer siéger dans ces assemblées. [...] Nous

²² *Echo de Pointe-à-Pitre*. Année 1919, dix-septième édition.

²³ *Ibid.*, n°1.

²⁴ *L'Echo de Pointe-à-Pitre*. 20 juillet 1919, vingt-sixième édition.

²⁵ *L'Echo de Pointe-à-Pitre*. 20 juin 1919, vingt-troisième édition.

²⁶ *Ibid.* *L'Echo de Pointe-à-Pitre*. 20 août 1919.

sommes donc suffisamment armées, car un parti politique sans journal est un corps sans âme a dit le vénéré Victor Schœlcher. [...] il sera pour nous un guide sûr, en vue des prochaines élections qui s'annoncent pour délivrer le pays de toutes les inutilités qui peuplent nos assemblées délibérantes. »²⁷

Saint-Victor's avait une opinion plus mitigée concernant le suffrage féminin. Selon lui, la participation des femmes aux élections, tantôt pour semer la division, tantôt pour prêcher la concorde, justifiait sa réserve quant à l'octroi du droit de vote. Il limitait ce droit à la moralité, à l'âge et au milieu social de la femme. Il l'illustra dans un article intitulé, *La femme dans la politique* : « Souvenons-nous des luttes passées et demandons-nous ce qu'elles seront demain lorsque le suffrage universel aura été donné aux femmes et particulièrement à celles qui ont été les actrices de tous ces déchirements, de cette dépravation auxquels nous assistons dans les rues pendant les périodes électorales. Ces dépravées comprendront-elles l'œuvre éminemment sociale du suffrage universel, au point de vue d'Etat, éminemment morale au point de vue de l'individu ? Je ne le crois pas ! Je suis pourtant un chaud partisan de l'émancipation de la femme, qui sera l'œuvre de la femme elle-même, mais je considère, que pour obtenir cette émancipation, pour qu'elle soit apte à se rencontrer avec nous un jour à l'urne électorale, le législateur a pour devoir, d'envisager entre autres, le côté moral de la femme, le milieu auquel elle appartient, l'âge, le rang qu'elle occupe dans la Société »²⁸.

La société guadeloupéenne n'était pas prête à concevoir l'égalité politique entre les hommes et les femmes. La question des femmes ne semblait pas une priorité, dans une société où on tentait encore de s'affranchir des structures coloniales. L'*Echo de Pointe-à-Pitre*, comme avant lui, *Pointe-à-Pitre*, dut se résoudre à mettre fin à ses publications : « Le refus constant du journal, porta le découragement au sein du comité. Certains membres firent défection. Les amis qui nous avaient promis leur collaboration nous firent défaut : le but du journal ne leur plaisait pas. Mais toute chance pesée, il fallait tenir coûte que coûte : aplanir toutes ces difficultés, et continuer notre marche en avant. Ces difficultés n'ont pas fait flétrir la majorité des membres du comité. Le jour et le plus souvent la nuit, nous étions à notre poste de combat, encouragés en raison de cela même, par nos amis lecteurs qui nous criaient de persévérer car ceux-là n'ont jamais douté de la beauté de notre œuvre »²⁹. Elles étaient conscientes que la réussite de leur entreprise ne dépendait pas seulement d'elles, mais de la bonne réception de leurs idées dans la société guadeloupéenne.

Leur engagement était tel qu'elles espèrent le moment opportun, que la conjoncture leur soit favorable pour relancer la publication. Après deux ans d'activité, les collaboratrices de l'*Echo de Pointe-à-Pitre* avouaient : « [...] les surprises que nous réserve la vie quelquefois, peuvent nous contraindre à disparaître un jour, mais nous le ferons pour revenir plus tard... »³⁰. Au-delà des dictats de la société coloniale, les réactions hostiles recueillies par le journal donnent le poulx d'une société aux prises avec une question endogène, mais qui revêt des aspects universels. L'engagement est à la fois dépendant du contexte qui le voit naître et étroitement lié aux sensibilités individuelles. Il cultive un rapport dialectique entre individualité et société.

L'engagement dérive de l'action de l'individu en accord avec ses croyances. L'*Echo* a permis de rendre visible l'engagement de ces femmes et a affermi leur détermination. Dans le contexte de la lutte pour l'égalité des droits, les femmes ont voulu sortir de l'ombre et prendre part aux décisions de la *res publica*. Leur engagement pour le droit de vote constituait un véritable défi à l'ordre établi.

²⁷ Ibid. 30 mai 1919. Vingt-unième édition.

²⁸ L'*Echo de Pointe-à-Pitre*. Dimanche 10 novembre 1918, n°2. La femme dans la politique.

²⁹ L'*Echo de Pointe-à-Pitre*. Année 1919, dix-septième édition.

³⁰ L'*Echo de Pointe-à-Pitre*. 10 novembre 1921, numéro 71.